

Une analyse de la situation

Ban the bomb! Oui, mais...

Au rassemblement de Sceaux (avril 1964), il y avait plus de 100 000 manifestants. Les marches de la paix, en France, en 1965, ont groupé chacune en moyenne 300 personnes (1 000 au maximum)! En dehors de considérations intellectuelles, aurait-on une prise réelle sur le problème atomique?

L'actualité atomique, après Marcoule, Pierrelatte et Cie, en est à la haute Provence. Essayons de voir ce qu'il en est, et si l'on peut en tirer un enseignement. Il s'agira donc de faire l'analyse d'une situation donnée: connaissance des faits d'une part, analyse critique d'autre part, l'étude cédant parfois le pas à la recherche.

Le plateau d'Albion est sis en haute Provence, à cheval sur les départements du Vaucluse, des Basses-Alpes et de la Drôme, à l'intérieur d'un triangle joignant Apt, Sisteron et Buis-les-Baronnies. C'est là que le gouvernement français a décidé d'établir une base de fusées nucléaires.

Situation

Il s'agit d'un plateau calcaire (situé en moyenne à 800 m d'altitude) parsemé d'avens: pour certains, il s'agit là d'un avantage pour la construction de silos, tandis que d'autres s'aventurent à parler de friabilité de la roche.

Du point de vue de la mise en valeur agricole du plateau, les ressources principales proviennent de l'élevage (moutons, chèvres, produits laitiers), de la culture des céréales et de la lavande. En fait, l'avenir dépend du regroupement des terres, troupeaux et moyens d'exploitation, dans un but de rentabilité. Or cette solution coopérative se heurte aux expropriations nécessaires.

D'autre part, un problème vital du plateau est l'eau qui

manque l'été. Lorsque le personnel sera installé, la question n'en sera que plus difficile à résoudre.

Au bas du plateau: Apt, sous-préfecture du Vaucluse, petite ville de province (moins de 10 000 habitants), en pleine expansion urbaine (maire: ex-député UNR, et ami personnel de M. Messmer, selon le Provençal) essentiellement commerçante, d'un niveau de vie petit-bourgeois arrivé (commerçant), dont l'industrie locale (confiserie, ocres) note un certain déclin. Selon certains, le projet offrirait bien des avantages à la ville, par l'accroissement de la population.

Enfin une dernière caractéristique du lieu a été évoquée au sujet de ce projet. Bien des semi-personnalités avancent la vocation touristique, culturelle de la région, faisant état de son climat exceptionnel, de la beauté et du calme de cet arrière-pays de la Côte d'Azur. En effet, le tourisme et les résidences secondaires étaient un apport de plus en plus important à la vie de la région. D'autant plus que, dans le cadre du IV^e Plan, un décret en prévoyait le développement touristique (parc forestier, tourisme de détente, centres d'intérêt culturel).

Décisions

Le 15 avril 1965, M. Messmer se déplace secrètement dans la région d'Apt. Il vient «reconnaître une zone possible de résistance intérieure prolongée dans le cadre de la défense départementale du territoire». Des civils, sous prétexte de relevés de cadastre, pénètrent dans les propriétés. À la suite de réactions de la population concernée, un arrêté est pris autorisant les «agents de l'administration militaire à pénétrer dans les propriétés privées, communales ou domaniales, closes ou non closes, à l'exception des maisons d'habitation; à y planter des mâts, jalons, piquets, bornes, repères; à y franchir les murs et autres clôtures, obstacles qui pourraient entraver les opérations; à pratiquer dans ces propriétés des sondages, élagages et abattages d'arbres, de

haies et de clôtures pour accomplir les levées de plans, tracés, nivellement et autres opérations nécessaires à l'étude des projets de défense nationale».

C'est ainsi que se sont manifestées les premières indications. Devaient suivre les apaisements officiels. Puis ce fut le tour des certitudes:

«Nous portons désormais notre effort sur la deuxième et la troisième génération. Les fusées à tête nucléaire enfouies dans des silos enterrés constitueront dès 1968 la seconde génération. Elles sont définies et leurs essais commenceront bientôt. Pour le déploiement de ces armes, nous avons choisi en haute Provence une zone montagneuse très peu habitée, où les travaux d'infrastructure sont entrepris.»

(Déclaration de M. Messmer à l'Assemblée nationale lors du vote acquis des crédits militaires, fin octobre 1965.)

Le Monde du 5 mai 1966 rapporte la publication d'un décret (JO du 4 mai) déclarant d'utilité publique les travaux d'implantation de la base, les acquisitions immobilières nécessaires à l'amélioration des réseaux routiers. Il ajoute: «Les travaux commenceront en juin 1966, et certains terrains devront être occupés par l'armée à cette date. Des propositions d'indemnisation seront adressées sous peu aux propriétaires.»

Les projets

Les journaux ont publié les informations suivantes quant à la nature des projets (*Le Monde* du 1^{er} mars 1966 les reprécisait à partir de la revue de l'armée de l'air: *Forces aériennes françaises*):

- Sur le plateau d'Albion seront disséminés 25 silos pour les engins sol-sol. Le «système d'armes» recouvrirait 36 000 ha (sans les occuper tous).

- Un silo se compose d'un puits vertical de lancement logé dans la roche. Dans la partie supérieure, le puits est complété par une salle d'équipements électroniques, ne nécessitant la présence d'aucun personnel. Il est obturé par un couvercle de béton qui est projeté horizontalement, juste avant le lancement du missile, avec la rapidité d'une explosion. À l'extérieur, un transformateur électrique, un réseau de fils de fer barbelés et un système de surveillance électronique pour en interdire l'accès.
- Un silo occupe 1 à 3 ha. Autour, une zone de 400 m de rayon est frappée d'interdiction de construire. L'emplacement des futurs silos est actuellement indiqué par les piquetages et autres repères – certains se trouveraient pas loin de la route. Les silos seront distants les uns des autres de 3 à 5 km «de façon à éviter le risque qu'ils ne soient tous anéantis au même moment ou qu'un accident survenu à un puits se répercute aux silos voisins». (*Le Monde* du 13 octobre 1965.) Peut-être une information à exploiter, car par ailleurs, on cherche à rassurer, on s'imagine avec quelle sauce de paroles.
- Les silos seront reliés, par groupes de 10 environ, à un poste de commandement (un bâtiment d'habitation extérieur, et, sous terre, une salle de contrôle et de commande). Le poste de commandement abrite le personnel et les équipements qui vérifient en permanence et à distance, grâce à des câbles (ou autres procédés), l'état opérationnel des engins.
- Le PC général et les services communs (mess, logements pour hommes en service) seront aménagés près de Saint-Christol (village situé sur le plateau). «Le Premier ministre a promis que ces (bâtiments) seraient construits dans le style provençal... Les hangars seront masqués par des arbres.» (*Le Monde* du 1^{er} mars 1966.)

Voilà comment on sait répondre aux seules revendications de tourisme.

- Un PC souterrain du type de celui de Taverny pourrait être installé près de Rustrel (au pied du plateau, près d'Apt).
- Des routes stratégiques vont être tracées, tout le réseau remanié. On parle de pistes pour hélicoptères, de terrain d'aviation.
- L'effectif sera vraisemblablement de 400 hommes en permanence, de 1000 à 2000 personnes (militaires et ouvriers civils) employées dans la journée. La ville d'Apt hébergera particulièrement les familles de techniciens militaires, elle attend environ 3 000 personnes. Elle recherche 75 logements pour juillet 1966 (pour des officiers du Génie, chargés des premiers travaux).

Le contexte

La région devient ainsi un véritable «complexe opérationnel»:

- Le plateau d'Albion se joint à Marcoule, centre de production du plutonium; Pierrelatte, usine de séparation isotopique; Cadarache, centre d'études nucléaires où est expérimenté un prototype de réacteur pour sous-marin nucléaire; Orange-Caritat, base de Mirage IV; entre autres.
- Le projet se situe également comme appartenant à la deuxième phase d'organisation de la force de frappe. Voici ce qu'en dit *Le Monde* (13 octobre 1965) à ce sujet:

«Le plan d'armement français prévoit trois étapes dans l'organisation de la force de dissuasion:

«“La première génération” est composée de 62 appareils Mirage IV-A, qui portent une bombe A de 60 kilotonnes environ (3 à 4

fois la puissance d'Hiroshima), fabriquée à l'aide de la matière fissile (plutonium) fournie par les piles de Marcoule. Cette force commence à être opérationnelle et pourrait durer, sous cette forme, jusqu'en 1971.

«“La deuxième génération” est constituée par la fabrication en série, vers 1968, de 50 à 100 missiles SSBS (sol-sol balistique stratégique) munis d'une ogive nucléaire dont l'explosif (de l'uranium «dopé» d'une puissance de 300 kilotonnes – soit 15 à 20 fois la puissance d'Hiroshima) sera fourni par l'usine de Pierrelatte. D'une portée moyenne de 3 000 km, le SSBS serait constitué de deux étages à poudre du type P-10 (10 tonnes de propergol). Ces engins demeureront opérationnels au moins jusqu'en 1978.

«“La troisième génération” est fondée sur la mise en service, entre 1969 et 1973, de trois sous-marins lance-engins, à propulsion nucléaire, et jaugeant 8 500 tonnes chacun. Un sous-marin pourra transporter 16 fusées MSBS (mer-sol balistique stratégique) équipées d'explosif H, d'une portée de 2 500 km. Ces sous-marins seraient opérationnels jusqu'en 1985.»

Les réactions

On sera amené à distinguer les réactions d'intellectuels, mouvements et autres, de celles de la population concernée.

Dans un tract, l'Association pour la sauvegarde de la haute Provence note: «Dans les mairies de la région “on” vient demander comment réagit la population: pourquoi s'inquiéterait-on de l'opinion des habitants si tout était si sûr?»

On connaît, en effet, le facteur opinion publique et son rôle. Il convient donc également pour nous de le jauger.

Les premiers articles de journaux parlant de la question rapportent que «l'ensemble est quelque peu inquiet à l'idée de

vivre à proximité d'un baril de poudre». Est-ce la réalité ou une idée de journaliste?

Puis une association pour la Sauvegarde de la haute Provence s'est créée, patronnée par des intellectuels (citons parmi les plus connus Henri Bosco, René Char, Max Pol-Fouchet, Jean Giono, RP Lelong, Charles Vildrac, etc.).

Sa tâche: propagande sous diverses formes, information, etc.: «faire échec à ce danger». Des réunions sont organisées dans les villages.

Le conseil municipal d'un village concerné, Lagarde d'Apt, dans une motion, se prononce contre le projet, mais termine: «En conséquence, le conseil souhaite que ce projet soit reconsidéré et que cette implantation militaire soit reportée en un autre lieu.»

Les officiels de la région expriment «l'inquiétude des populations» aux officiels-plus-haut. Réponses: apaisements, visites, réunions pour calmer et bien envelopper la chose.

D'ailleurs les arguments des inquiets sont surtout des «arguments de papier»: on invoque le tourisme, on affirme le manque de réalisme du projet dans ses conceptions techniques, on met en avant les expropriations, on parle, mais légèrement encore, de cible atomique. Il se forme des syndicats de «défense des expropriés».

Les réunions d'information dans les villages continuent, les articles de journaux se multiplient. Tout converge maintenant vers la préparation et la réalisation d'une manifestation le 14 novembre.

Cependant, entre-temps, on pouvait lire dans les journaux certaines interviews révélatrices. Un chasseur s'inquiète pour les grives. L'un dit: «Finie la tranquillité!», mais l'autre, boulanger: «Pourvu que ça amène du monde!» Ils philosophent aussi: «Pour le danger, vous savez, s'il y a une guerre, les risques seront les mêmes partout.» «Si c'est pour un bien, ça

va, si c'est pour un mal, qu'y faire?» «Pour ou contre? Je suis bien sûr contre, mais maintenant c'est voté! Il reste à défendre ses intérêts.» Car ce «stoïcisme» suit toujours des considérations intéressées généralement d'ordre commercial!

Après des contacts personnels, je peux également ajouter les remarques suivantes:

- Face aux «arguments de papier», il y a duplicité dans les réactions: que ce soient les paysans du plateau ou les commerçants de la ville, par un certain esprit de conservation, ils les acceptent, mais en fin de compte, il semble que ça les fasse plutôt rire (au sens propre du mot), car le projet de base, avec l'arrivée de contingents humains, représente pour eux un renouvellement d'intérêts.
- Quant à l'argument péril atomique, il semblerait qu'il puisse accrocher davantage. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, parce que présenté sur le mode sentimental, cet argument retient bien l'attention, mais ne l'arrête pas. Le danger atomique prête moins à rire que les questions de tourisme et autres, mais il ne fait pas le poids à côté de la recherche du fric. À mon avis, il pécherait par manque de systématisation, parce qu'il ne rentre pas dans un système de pensée et qu'il est énoncé uniquement sur le mode lyrique. Il y a, je le reconnais, un côté arbitraire et gratuit dans ce que j'affirme, mais une étude mériterait d'être faite, s'appuyant sur des sondages d'opinion et sur les procédés scientifiques de connaissance de l'opinion publique, pour connaître le fin mot de la chose.

En résumé, d'une part, protestations d'intellectuels ou de ceux qui se sentent nantis d'une certaine responsabilité – mais, d'autre part, résignation, désintéressement de la population (ou plutôt recherche d'intérêts nouveaux).

La manifestation de Sault

Les réunions d'information débouchèrent sur la préparation publique (mais dans quelle mesure le public y participa-t-il?) d'une manifestation. Bien préparée, convoquée à l'initiative de 21 organisations pacifistes (Mouvement de la Paix, MCAA, ACNV, etc.), syndicales (CGT, SNI, FEN, etc.) ou politiques de gauche (SFIO, PCF, etc.), autorisée, elle eut lieu le 14 novembre 1965.

Si, au début, l'argument danger atomique était peu avancé, il le devint de plus en plus avec l'utilisation d'expressions comme «Provence cible atomique», avec une dénonciation de la force de frappe. C'est ainsi que dans le tract distribué lors de la manifestation, on notait entre autres «nouveautés»:

«Nous nous opposons au projet d'installation de base de fusées, quel que soit le lieu d'implantation.»

Cette manifestation bien organisée consistait dans sa première phase en caravanes de voitures sur lesquelles étaient collées des affiches tout à fait dans le style de certaines manifestations de syndicats. Quelques points de départ des caravanes prévus suivant que les manifestants provenaient de telle ou telle région – horaires et service d'ordre prévus – deux premiers grands rassemblements: Apt et Carpentras vers lesquels devaient converger toutes les caravanes – puis, de là les caravanes se dirigent vers Sault, gros bourg sis au pied du mont Ventoux. Là, parquées dans le stade municipal, plusieurs milliers de personnes se sont farci quelques discours prononcés par les «personnalités» du haut de leur tribune, avant d'«adopter une résolution à l'unanimité»; une gerbe était ensuite déposée au monument commémoratif de la Résistance!

Un exemple: M. Jules Moch, président national du Comité contre la Force de frappe, termina son allocution par: «Si de Gaulle est battu, c'est la fin de la force de frappe. Je vous demande donc de tirer la leçon politique de tout cela. Nous devons

mettre de Gaulle en échec le 5 décembre.»

Voilà enfin le vrai visage de cette manifestation: une occasion unique pour la propagande électorale. Il est vrai que toute protestation, toute dénonciation d'injustice s'inscrit généralement dans un cadre politique, et la question de la force de frappe est loin d'y échapper; mais il y a la manière et l'intention.

D'autant plus que, après le 14 novembre, où sont passés tous les gueulards? Qui a continué à protester? Les articles de journaux jusqu'alors abondants, ont brusquement décru en nombre au point de n'être plus qu'occasionnels.

Une défection générale suivait donc cette tentative de mise en condition d'une masse. Ce qui n'a fait que renforcer, d'une part sa résignation et, d'autre part la sensation que le danger atomique est une spéculation intellectuelle (et par conséquent, qui les dépasse) et que ces intellectuels sont de foutus bavards.

Action civique non violente

Tandis que cette démission s'avérait de plus en plus évidente, le groupe d'Action civique non violente d'Avignon contacta l'Association pour la Sauvegarde de la haute Provence et le MCAA pour participer à une série de manifestations dès le début de décembre.

Chaque dimanche matin, environ 2 voitures devaient se rendre dans un ou deux villages. Le but de ces manifestations de quelques personnes avec «chasubles» était d'«alerter les habitants et essayer d'entrer en contact avec eux». Il était également prévu plusieurs possibilités de manifestation silencieuse devant la sous-préfecture d'Apt.

Malheureusement, bien des erreurs d'organisation devaient être commises.

Les contacts avec les personnes intéressées par les

manifestations n'étaient peut-être pas assez recherchés et parfois mal combinés; les consignes, pas assez étudiées (il est vrai que lorsqu'il a été suggéré de voir les consignes vis-à-vis de la police, une personne se serait écriée, déclarant qu'elle ne voulait pas entendre parler de cela et avoir affaire à elle!). Précisons également que toutes les organisations participantes à Sault ont été plusieurs fois contactées par lettres, sans succès – ce qui appuierait la conclusion du chapitre précédent.

Une manifestation était prévue pour le dimanche 12 décembre à Apt. Mais, après avoir consulté les autorités, qui leur firent remarquer que toute manifestation pendant la période électorale était rigoureusement interdite, deux ou trois décidèrent pour les autres – pris au dépourvu – d'annuler la manifestation. De plus, tous les participants éventuels n'ont pas été prévenus immédiatement. Il y a là, à mon avis, non seulement une certaine incorrection, mais peut-être également une faiblesse de conviction ou des incertitudes – je conçois d'ailleurs de moins en moins le fait d'avertir les autorités, car chaque fois que je l'ai vu faire, on revenait sur ses initiatives premières!

Puis certains reçurent une note les avertissant que la manifestation annulée était reportée au lundi 3 janvier 1966, jour de foire à Apt. Mais quelques jours avant, on pouvait apprendre que la foire était avancée au vendredi. La manifestation eut lieu le lundi; il est vrai que le vendredi se trouvait être le jour où l'exposition itinérante «Péril atomique» était présentée à Apt (un panneau régional était consacré à la base stratégique).

L'exposition, mal annoncée, dura 8 jours dans un cinéma qui n'avait pignon que sur ruelle. Les 25 participants à la manifestation circulèrent dans la ville, faisant des stations devant la sous-préfecture et la mairie. Le lundi étant un jour où les magasins sont par coutume presque tous fermés, l'affluence n'était pas grande (si l'on excepte les quelques

gendarmes accompagnant les manifestants!). Un tract fut distribué appelant notamment la population à s'unir aux manifestants; combien l'ont fait? – je ne pose pas cette question pour ironiser, mais pour rappeler qu'on ne se préoccupe jamais assez de l'opinion courante.

Les projets de manifestation du dimanche matin dans les villages n'ont toujours pas abouti. Par contre, le groupe de l'ACNV d'Avignon a organisé des réunions de quartier dans cette ville: discussions à domicile sur le problème de la force de frappe entre 10 à 20 personnes.

Il a également organisé avec le MCAA une manifestation à Carpentras le vendredi 8 avril. Cette fois-ci la manifestation était signalée aux autorités sans leur en demander l'autorisation, l'expérience d'Apt ayant porté conseil. Ce jour-là, il y avait affluence parmi la population (jour de marché), mais beaucoup moins chez les manifestants (information insuffisante et période de congés): au nombre de 13, ils défilèrent et firent plusieurs stations, pendant 2 heures. Le tract rappelait l'incident de Palomarès, actualité effectivement exploitable. D'autres projets, d'autres idées courent.

Il y a là de la part de quelques personnes une heureuse initiative, mais dont l'effet n'est malheureusement pas à l'image de leur effort. Il me semble que cela proviendrait d'un manque de systématisation de la question. On manifeste parce qu'on est sensible à la question. Mais du plan de la sensibilité est-on passé au plan de l'étude? A-t-on approfondi les buts des manifestations, les possibilités pratiques, etc. Ainsi une première question me vient à l'esprit:

Si ces manifestations sont nécessaires, sont-elles suffisantes? De simples et seules manifestations de quelques personnes arborant sur des chasubles des slogans n'aboutiront pratiquement à rien. Il s'agit d'une simple information, d'un essai de sensibilisation, et non d'une action, qui influe sur

les décisions et les projets.

Posons le problème

J'ai parlé de systématisation, et cette première tentative se voudrait une base ou tout au plus une incitation à des tentatives plus heureuses et plus fructueuses.

J'ai essayé de rapporter ici l'ensemble des données essentielles du problème: situation (à différents points de vue) d'une part, et réactions diverses d'autre part. Cet essai d'analyse critique n'a de sens évidemment que si l'on en tire des conclusions positives. Mais je n'ai pas ici à dresser un «plan de bataille», tenant compte de toutes ces données. Je me bornerai à reporter les premières conclusions que j'en déduis.

Pragmatisme

On peut, en gros, considérer trois buts pratiques pour lesquels on manifeste:

1. Mettre en échec le projet de base stratégique;
2. Sensibiliser et informer les gens, leur faire prendre conscience du danger atomique, de leur exploitation;
3. Se former soi-même par la manifestation, par l'action (ainsi je considère qu'un des intérêts les plus importants des marches de la paix en France est que cela change le «marcheur» de son train-train quotidien, que cela l'entraîne en vue de manifestations plus risquées). Il s'agit donc là de trois critères en fonction desquels on pourra juger de l'utilité des manifestations.

En fait, je considérerai surtout le premier, les deux autres étant toujours plus ou moins satisfaits.

Précisons tout de suite que le problème ne se suffit pas de simples données, il lui faut une hypothèse: celle de l'engagement.

En effet, examinons l'argumentation et les réactions.

L'argumentation

Les oppositions au projet se sont essentiellement justifiées jusqu'à présent par des arguments déjà cités et concernant notamment la réalisation technique (la roche, l'eau, etc.), la mise en valeur économique du plateau (expropriations, tourisme, etc.). Il peut y avoir là en effet des sujets de contestation – encore qu'il faille se méfier de ce que l'on avance: ainsi certains ont parlé de roche friable, ce qui est faux puisque c'est même sa dureté qui poserait des problèmes techniques. Quant à cette argumentation s'est ajoutée celle touchant au péril atomique, j'ai davantage eu l'impression qu'il s'agissait là de spéculations intellectuelles, de clichés habituels plutôt que l'émanation d'une conviction «sincère». Il semblerait donc que l'argumentation manque de solidité, que le fait d'avancer des questions matérielles soit une façon d'éluder le vrai problème. Bien sûr, tout cela n'est pas à négliger. S'il est bon d'y faire appel, il ne m'apparaît cependant pas valable d'en faire un cheval de bataille. D'abord, ce n'est pas aller au fond des choses; ensuite, cela peut être sujet à défaillance, vulnérable (par exemple: 400 ouvriers d'une usine de Mulhouse s'étaient refusé à remplir leur fiche de renseignements concernant la défense nationale, arguant une loi interdisant de donner ces renseignements à une autorité autre que militaire – résultat: ce sont les gendarmes qui sont venus les quérir en toute légalité).

Le péril atomique, atteinte à l'intégrité de l'individu – le sort des individus dépendant arbitrairement et autoritairement d'un gouvernement et de ce qui le soutient – sont là deux principes à rappeler et qui seuls devraient motiver une nette désapprobation.

C'est le type même de l'argumentation «lyrique», qui, pour nous intellectuels, semble suffire. Cependant, l'exploitation n'est pas la seule chose à combattre, il y a aussi la bêtise: il faut en tenir compte et peut-être ne pas se condamner à un purisme ridicule. C'est pourquoi je suis amené à parler de

systematisation (que je ne saurais d'ailleurs pas encore définir réellement).

Les motions

À la suite du projet de base, il s'est formé, dans les villages intéressés, une pléiade de «syndicats de défense», «syndicats de propriétaires», «commissions exécutives», «comité de vigilance», etc. présides par M. ..., qui est... Leurs actions: lettres, protestations, motions, etc., ou encore «moyens d'action envisagés»! Ces actions-là ne satisfont à aucun des trois critères. Tout au plus pourraient-elles aider des actions visant à mettre en échec le projet. Ce qui n'est pas le cas. Ce qui est plus grave, c'est qu'elles vont à l'encontre des deux derniers critères. La formation individuelle en est absente.

De plus, je veux bien penser que cela n'est pas volontaire, mais il est indéniable que l'effet immédiat de telles organisations est de ruiner irrémédiablement les velléités combatives des habitants de la région et de les acculer à la résignation. Dans le syndicalisme actuel, il est déprimant de voir certains militants de base se dépenser en efforts, sachant que cette ardeur combative sera étouffée par les structures bureaucratiques, qui les dépouillent de leurs responsabilités, et souvent par l'arrivisme du sommet. Ici, c'est la même chose. Une réunion dans le village: des bonshommes pas très avertis sur ce qui n'est pas culture des céréales et qui viennent pensant qu'ils vont travailler à défendre leurs os – et de l'autre côté de la table, des cravatés qui sortent de leurs serviettes un laïus pour le débiter et semer l'ennui dans l'assistance; après quoi, on pond un texte – pas d'objection? non, alors, adopté à l'unanimité! – et le bonhomme rejoint sa turne, débarrassé de ses responsabilités: M. ..., qui est compétent, s'occupe de l'affaire. Les résultats se faisant attendre, on en vient à dire: bah! après tout...

Voilà comment, au lieu d'exploiter la spontanéité embryonnaire de la masse, on l'amortit et on la déverse sur de la paperasse.

Je ne voudrais pas dire que M. ... est arriviste, mais je suis convaincu que cette réunion lui a servi au moins pour la gloriole, sinon comment une occasion de pâture (tout comme la manifestation de Sault était une occasion de propagande électorale).

Clichés faciles, certes, mais en quelques mots ils résument tout; ce qui amène à penser que:

1. La paperasse, la multiplication des structures, la hiérarchie, les différenciations sommet-base, intellectuels-manuels sont nuisibles, ayant pour effet d'enterrer les velléités de participation;
2. Toute organisation et toute action doivent être telles que chacun y participe effectivement et directement, et prenne l'habitude d'endosser ses propres responsabilités – de façon à savoir et à ressentir que chacun y est pour quelque chose, de façon à transformer les velléités en volontés;
3. Nous, intellectuels, ne devons pas nous prendre au sérieux, nous prendre pour des leaders, des têtes pensantes ou agissantes, mais plutôt rechercher à faire disparaître le complexe de l'incompétence et de l'incapacité, agir en catalyseur.

La protestation

Des manifestations pacifiques, bien gentilles, d'un petit nombre de personnes, se présentant comme la seule et unique opposition, sont sans effet: pour la postérité!... Elles ne peuvent être réellement efficaces que si elles accompagnent des actes ou actions ayant une portée. Donc, actuellement, seuls les deux derniers critères sont satisfaits.

La manifestation de masse

La manifestation de Sault était de masse, mais dénaturée. On pourrait peut-être envisager, pour obtenir ce but précis: échec du projet, la pression d'une désapprobation massive. Comment avoir plusieurs milliers de personnes dans une manifestation? Pour Sault, il a fallu auparavant organiser une longue série de réunions dans les villages, de très nombreux articles dans les journaux... pour exercer une pression psychologique sur la masse – que 21 organisations très diverses et plusieurs personnes aient et arborent un panache pour qu'on les suive.

Il se peut que plusieurs manifestations massives exercent une certaine pression. Il faut alors que le gouvernement sache très bien qu'il ne s'agit pas d'abolements de roquets et qu'avec une goutte de patience, les abolements auront le temps de cesser. Pour cela il est nécessaire que ces manifestations accompagnent quelques actes «plus forts». Elles pourraient satisfaire alors aux trois critères. Ça n'était pas le cas avec Sault: même commentaire qu'au sujet des «syndicats de défense».

Signalons que M. Santoni, maire d'Apt, se plaisait à dire: «Sault a été leur apogée; maintenant c'est terminé, ils sont divisés.» Cela est au moins vraisemblable et compréhensible: il est facile de reconnaître les forts en gueule.

* * * *

C'est pourquoi il s'agit moins de chercher à définir des actes ou actions originaux, d'envisager un combat, que de se poser le problème de l'engagement d'une manière nette.

L'hypothèse à choisir

À l'échelon individuel, un choix s'impose entre les deux possibilités:

- Le sujet nous tient à cœur et donc nous tenons à agir en

conséquence, c'est-à-dire que nous voulons l'échec du projet;

- Nous ne voulons pas l'échec de ce projet.

En fait, la dualité est un peu facile. La dernière solution est à décomposer:

- Nous ne le voulons pas bien que ce soit dans nos possibilités,
- Nous ne le voulons pas parce que cela ne nous est pas possible.

Cette dernière façon de voir est concevable à condition de pouvoir jauger la sincérité de celui qui l'énonce. Je conçois que quelqu'un de " sincère " argumente que sa situation matérielle ne lui permette pas de s'engager dans une telle action, ou encore, par exemple, qu'il ne trouve pas cette lutte suffisamment essentielle.

Là se pose à nouveau la question de la systématisation. Il y a là un travail à faire: chercher ce qui est essentiel. Une première étude de l'expérience des Anglais, des textes publiés par l'ACNV et le MCAA, etc., concernant le problème atomique. Une deuxième étude consistant à «politiser» le sujet, à l'englober dans un système de pensée acceptable par la masse, à le relier aux problèmes politiques ou économiques et à la question de la défense nationale, en particulier. Ces quelques idées ne se veulent pas une base solide de travail, car elles partent de cette induction pour beaucoup intuitive (donc sujette à caution) qui consiste à dire que l'argumentation lyrique, si elle est nécessaire, est insuffisante.

En résumé, il s'agit donc, chacun ayant pris connaissance du projet de base stratégique, de *se mettre face à son propre degré de sincérité*.

Théorie d'une organisation (éléments)

Pour «simplifier» la chose, je pose l'hypothèse suivante: un groupe de personnes décidées à faire échec au projet. Je me place ainsi gratuitement dans un cas «idéal» non pas pour

proposer quelque chose, mais pour tenter une première fois et à partir d'un sujet précis de déceler quelques principes d'organisation et d'action.

Il s'agit d'exercer une pression sur le gouvernement pour le faire revenir sur ses décisions.

Les actions

Théoriquement, deux manières sont à envisager, simultanément si possible:

- Pression directe, qui peut se faire par une succession d'actions directes – soit à Apt, soit sûr le plateau – soit des protestations pouvant prendre des formes plus spectaculaires que les simples stationnements silencieux habituels, soit des interventions.
- Pression indirecte, par le truchement de l'opinion publique. Il s'agit de sensibiliser la population et de l'amener à réagir – mais avant tout la connaître cette population. Il semblerait donc qu'il y ait trois stades à opérer:
 - L'informer et la sensibiliser par les moyens habituels (réunions d'information ou mieux prises de parole publiques, tracts et affiches, articles de journaux, etc.) ou mieux par des manifestations (marches ou stations silencieuses, utilisation de canulars et de la dérision – dérision de la force de frappe! cf. les méthodes d'Aguigui – faire craindre «physiquement» et non pas intellectuellement le péril atomique – car le «baril de poudre» n'est encore qu'une image de journaliste).
 - L'amener à prendre conscience de ses propres possibilités d'action, détruire le mythe des compétences et du leader, et par conséquent réparer les dégâts causés par les pondeurs de motions.

- Essayer de l'amener à réagir. Le procédé le plus facile est la manifestation de masse – ce qui peut toujours être intéressant, même si elle n'est pas «pure» et que l'on y vient parce qu'il y aura du monde (c'est toujours un premier stade) – à condition qu'elle y participe directement et que ce ne soit pas une «bonne occasion» pour des leaders en mal de sujets.

L'organisation

Cette vision théorique (puisque hypothèse il y a) ne nécessiterait, à mon avis, que la mobilisation d'un petit groupe. Ce comité permanent (ou plutôt à action permanente, ses membres pouvant se remplacer, s'il y a cohésion dans l'équipe globale) pourrait:

1. D'abord chercher à connaître toutes les organisations et tous les individus susceptibles de manifester leur opposition (sous quelque forme que ce soit) au projet de base;
2. Tout au long de ses actions, chercher à connaître l'opinion publique dans la région, et à en suivre l'évolution, en pratiquant des sondages d'opinion fréquemment répétés. Le sondage d'opinion a un second intérêt très important: c'est qu'il est envers les personnes questionnées un moyen d'information plus efficace que les traditionnelles réunions. Dans une réunion en salle, on assiste sans participer et, au bout d'un moment de *laissez ingurgité*, on s'ennuie. Il ne faudrait donc pas en abuser; la prise de parole publique constitue déjà un changement et l'on prête plus facilement l'oreille. Par le sondage d'opinion, si les questions sont habiles et étudiées, on amène la personne interrogée à participer à la réflexion, à se poser des questions.

Tenant compte de ces données, le comité pourrait organiser des

manifestations exigeantes en matière d'engagement individuel, et inciter des organisations à faire également leurs propres manifestations. Cette sorte de comité de lutte contre le projet de base stratégique (des noms, il est facile d'en trouver!) ne serait donc pas un cartel d'organisations existantes; il se créerait dans ce but précis, serait strictement indépendant des organisations (politiques, syndicales ou pacifistes), et son rôle serait donc de chercher, de lui-même, à coordonner toutes les actions et à les catalyser, et d'en chercher la multiplication et la variété.

Conclusion d'un article ou conclusion d'une histoire?

Comme l'on voit, l'imagination n'est jamais stérile! Pour faire échec au projet, il est nécessaire qu'un groupe d'hommes décidés se mobilisent. Cela suppose beaucoup; beaucoup trop quand on connaît la léthargie de ceux qui professent des idées «progressistes», mais qui sont intégrés dans le système jusqu'au cou.

En dehors de cela, des manifestations non systématiques sont vouées à la postérité.

Ne pas en conclure pour autant qu'il faille laisser tomber. «Agir quand même, oui, il le faut, pour soi d'abord, mais aussi pour que toujours quelques individus surnagent, ne se laissent noyer dans les flots calmes de l'imbécillité.» (Michel David, [A & N-V, n° 3](#).) Ne pas en déduire qu'il s'agit de se donner bonne conscience. Avant tout, il y a un choix à faire, que l'on peut entrevoir d'une nouvelle manière. Manifester pour se donner bonne conscience ou manifester pour faire échec. Évidemment, on ne fait que ce que l'on peut – à condition que nos possibilités soient envisagées avec une sincérité intransigeante et non pas une sincérité de mise.

Denis Durand